

Max Adler

Le Socialisme de gauche



Critique Sociale

Max Adler (1873-1937)

itinéraire d'un marxiste autrichien

Né le 15 janvier 1873 à Vienne dans une famille juive, Max Adler est mort le 28 juin 1937 dans la même ville. Docteur en droit (selon Raoul Vaneigem, il « *entreprind des études de droit, mais se consacre surtout à la philosophie et à la sociologie* »¹), socialiste, avocat, il est plus tard enseignant à l'université de Vienne. Il se consacre à la philosophie sociale, la sociologie, l'éducation populaire, la formation au sein des organisations socialistes. Il se situe à l'aile gauche du Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche (*Sozialdemokratische Arbeiterpartei in Österreich*, SDAPÖ).

Max Adler adhère au SDAPÖ en 1893. Il est également membre de l'Association libre des étudiants socialistes (*Freie Vereinigung Sozialistischer Studenten*), qu'il dirige un temps. Les luttes politiques sont alors très vives, puisque les socialistes d'Autriche-Hongrie s'opposent à la monarchie et aux courants chrétiens conservateurs qui sont à la fois antisocialistes et antisémites. La lutte du SDAPÖ pour la conquête du suffrage universel égal aboutit en 1906 – mais partiellement, puisque les femmes en sont encore exclues.

En 1904, Adler crée les *Marx-Studien* avec Rudolf Hilferding², revue publiée à Vienne jusqu'en 1923. C'est dans ce cadre qu'ils participent en 1910-1911, avec l'historien marxiste russe David Riazanov, à un projet d'édition complète des textes de Karl Marx, qui n'aboutira pas³. Adler est également enseignant à l'école interne du SDAPÖ, chargée de la formation théorique des militants.

Internationaliste, Max Adler s'oppose à la Première Guerre mondiale et à l'alignement de nombreux « socialistes » sur les gouvernements pendant le conflit. Il déplorera « *le manque complet d'opposition révolutionnaire de classe à la guerre et à la politique économique impérialiste de chacun des Etats, qui eut pour effet l'effondrement de l'Internationale* »⁴. Contrairement à ce qui se passe en France et en Allemagne, la question du vote des crédits de guerre ne se

¹ Article de Raoul Vaneigem sur Max Adler dans l'Encyclopédie Universalis.

² Voir la préface d'Yvon Bourdet dans Rudolf Hilferding, *Le Capital financier*, éditions de Minuit, 1979.

³ Götz Langkau, « Marx-Gesamtausgabe - dringendes Parteiinteresse oder dekorativer Zweck ? Ein Wiener Editionsplan zum 30. Todestag, Briefe und Briefauszüge », *International Review of Social History*, volume 28, 1983.

⁴ Max Adler, « L'éducation socialiste et sa tâche actuelle », *La Bataille socialiste*, n° 55, mars 1932, p. 15.

pose pas en Autriche-Hongrie : le gouvernement impérial suspend le parlement de 1914 à 1917, et aucun vote n'a lieu sur cette question. La majorité du parti socialiste est cependant favorable à une politique proche de « l'union sacrée », de soutien à la guerre. Adler fait partie de la minorité opposée à cette politique : il défend des positions pacifistes au sein du Cercle Karl Marx (*Verein Karl Marx*) à Vienne, aux côtés d'autres militants internationalistes comme Josef Strasser, Therese Schlesinger, Gabriele Proft et Robert Danneberg.

Le 21 octobre 1916, le socialiste pacifiste Friedrich Adler assassine le chef du gouvernement, le Comte Stürgkh. Friedrich Adler, sans lien de parenté avec Max Adler mais fils du dirigeant du parti Victor Adler, était un scientifique qui avait enseigné la physique à l'université de Zurich. Son geste, mûrement réfléchi, répondait à une situation de désespoir face à une dictature monarchiste et militariste⁵. Le Cercle Karl Marx, dont il était membre, est alors interdit. Friedrich Adler est condamné à mort, mais dans le contexte de dictature son geste lui vaut une grande popularité chez les travailleurs, et il sera libéré deux ans plus tard par la révolution qui renversera le régime impérial. Dès 1917, la majorité du parti socialiste effectue un virage en se rapprochant de la ligne préconisée par la minorité pacifiste.

La fin de la guerre est précipitée en Autriche-Hongrie par la Révolution d'octobre-novembre 1918, au même moment qu'en Allemagne. Elle marque la dislocation de l'empire austro-hongrois, et la libération des prisonniers politiques. Des conseils ouvriers s'étaient formés depuis la grève de janvier 1918, et ils prennent après l'armistice une grande importance. Max Adler est lui-même membre du conseil de Vienne. La République d'Autriche est proclamée le 12 novembre 1918, le social-démocrate Karl Renner devenant le même jour chef du gouvernement. Mais les gouvernements des pays vainqueurs de la guerre entravent les velléités de socialisation des socialistes autrichiens au pouvoir⁶. De plus, les frontières de l'Autriche leur semblent devenues trop réduites – du fait de la volonté des vainqueurs de la guerre – et ils se proposent de se fédérer avec l'Allemagne, alors elle aussi en révolution, mais cela est interdit par le traité de Saint-Germain qui est imposé à l'Autriche en 1919. Le pouvoir socialiste peut cependant mettre en œuvre de nombreuses avancées sociales et démocratiques : congés payés, réduction du temps de travail,

⁵ Friedrich Adler, dit aussi Fritz Adler, fut plus tard le secrétaire de l'Internationale socialiste de Vienne puis de l'Internationale ouvrière socialiste.

⁶ Entretien avec Otto Bauer dans *L'Humanité* du 6 mai 1920, p. 3. Bauer déclare notamment : « *On nous a fait comprendre que du jour où nous passerons aux actes socialistes, nous ne serons plus ravitaillés* ». Max Adler dira que cette paix est « *une continuation, quoique avec d'autres moyens, de l'état de guerre contre les Etats vaincus* » (*Révolution*, n° 13, octobre 1932, p. 9).

assurance-maladie, droit de vote des femmes, interdiction du travail des enfants, abolition de la peine de mort, etc. Cela ne dure pas, car – suite à des élections où le SDAPÖ arrive en tête mais sans majorité absolue – le parti s'engage à partir de mars 1919 dans une coalition contre-nature avec la droite, puis après octobre 1920 il est relégué dans l'opposition.

En 1919, Max Adler publie une brochure sur les conseils ouvriers – qui ne sera traduite en français qu'en 1967, sous le titre *Démocratie et conseils ouvriers*. S'il est partisan des conseils ouvriers, « *ces organismes originaux de la lutte des classes* » et « *agents d'une véritable démocratie socialiste* »⁷, Max Adler n'est pas pour autant un « *conseilliste* » comme peuvent l'être Anton Pannekoek, Otto Rühle et d'autres⁸. Avec ce texte, Adler souhaite manifestement être audible auprès des communistes d'Autriche, et les amener (ou les ramener) au socialisme révolutionnaire. Il établit cependant une « *distinction entre communisme et bolchevisme* », Adler se revendiquant de l'objectif communiste mais voyant un danger dans la « *confusion entre les concepts de communisme et de bolchevisme* ». Il pose ainsi l'alternative en titre de chapitre : « *Communisme ou bolchevisme ?* »⁹ Cette confusion s'est malheureusement répandue, et aujourd'hui encore mène à un contre-sens courant sur le mot communisme – qui est à l'origine très éloigné des dérives léninistes. Adler écrit ainsi que dès les premiers mois du pouvoir bolchevik, « *il s'avérait que cette dictature n'était pas celle du prolétariat* » mais « *celle des bolcheviks* »¹⁰.

Au-delà de la vision léniniste, les conseils ouvriers sont des outils utiles pour la révolution sociale internationale. Adler rappelle que « *les mots de liberté et d'égalité politiques restent vides de sens tant que fait défaut l'égalité économique.* » Fondamentalement, « *nous ne pouvons arriver à la démocratie que par le socialisme.* » Dans ce but, « *seule la rupture radicale avec tout ce système capitaliste, donc seule la révolution sociale, prend le mal vraiment à la racine et l'élimine en délivrant les hommes une fois pour toutes* »¹¹.

Adler rappelle l'objectif : « *la disparition de la société de classes donc la suppression du prolétariat* » en tant que classe ; il ne faut donc pas « *stabiliser*

⁷ Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers*, Maspero, 1967, p. 95 et 113. Signalons qu'Yvon Bourdet a ajouté dans cette édition de très nombreuses notes parfois envahissantes, certaines utiles et d'autres contestables.

⁸ « *S'il est vrai [...] qu'à l'intérieur de l'austro-marxisme les positions de Max Adler sont assez radicales, il est tout aussi vrai que par rapport aux positions des conseillistes de gauche elles paraissent plutôt modérées* » (Jürgen Doll, « L'austromarxisme et la pensée politique française », *France-Autriche 1970-1986*, université d'Orléans, s.d., p. 27).

⁹ *Démocratie et conseils ouvriers*, p. 61-63.

¹⁰ *Démocratie et conseils ouvriers*, p. 91.

¹¹ *Démocratie et conseils ouvriers*, p. 49 et 52.

le caractère de classe du prolétariat », le conseil ouvrier n'est par conséquent qu'un outil transitoire, un « *instrument de lutte contre toutes les formes de domination et d'oppression de la société actuelle* »¹².

Malgré une certaine sympathie de Max Adler pour la révolution russe, il refuse donc l'alignement sur les bolcheviks¹³. Mais il s'illusionne en restant dans la social-démocratie, même si le parti autrichien constitue son aile « gauche » qui crée début 1921 l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (dite Internationale de Vienne ou Internationale « deux et demie »). Il y a, il est vrai, à l'époque une profonde difficulté pour constituer une voie marxiste révolutionnaire de masse et indépendante des bolcheviks. En Autriche, le parti socialiste est un véritable parti de masse, qui compte plusieurs centaines de milliers d'adhérents dans un pays peu peuplé, où la majorité des travailleurs révolutionnaires sont restés dans les rangs socialistes ; c'est aussi un parti qui obtient à lui seul autour de 40 % des voix lors des élections¹⁴. Max Adler sera brièvement député et conseiller municipal de Vienne, ville où les socialistes obtenaient à eux seuls la majorité absolue des suffrages. Grâce notamment à l'instauration d'« impôts sur le luxe », ils mirent en place de nombreuses mesures avancées dont la construction massive de logements sociaux modernes, qui firent que la « Vienne rouge » devint « *la ville la plus progressiste d'Europe entre les deux guerres* »¹⁵.

Adler continue de militer en Autriche, bien qu'il soit oppositionnel au sein de son parti, participant en 1928 à la création du Groupe d'études marxistes (*Marxistische Studien-Gemeinschaft*). Il milite aussi parfois en Allemagne, où il participe à la revue socialiste de gauche *Der Klassenkampf* (où l'on retrouve également Paul Levi, qui fut un proche de Rosa Luxemburg et un des cofondateurs du KPD). Son terrain d'action devrait être l'Internationale, mais il

¹² *Démocratie et conseils ouvriers*, p. 82.

¹³ Adler « *eut face à la révolution d'Octobre une position similaire à celle de Rosa Luxemburg, condamnant le despotisme des bolcheviks, mais convaincu de la valeur du système des conseils et espérant que la suite des événements permettrait la démocratisation du système soviétique* » (Leszek Kolakowski, *Histoire du marxisme*, tome 2, Fayard, 1987, p. 298). En 1922, Adler rappelait que « *l'état des choses en Russie ne peut être considéré ni comme dictature du prolétariat, ni comme société communiste* » (*Etudes de marxologie*, n° 14, novembre 1970, p. 2088).

¹⁴ Par exemple, en 1923 le SDAPÖ rassemble à lui seul 39,6 % des voix, alors que le Parti communiste (KPÖ) n'en obtient que 0,7 %. En 1927, le SDAPÖ a 42,3 % des suffrages, le KPÖ 0,4 %.

¹⁵ Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*, 3 : de 1918 à 1945, Presses universitaires de France, p. 256.

constate « *la ruine, non encore réparée aujourd'hui, de l'Internationale* »¹⁶. Par ailleurs, Adler perçoit bien le péril bureaucratique : il écrit ainsi que « *la forme hiérarchique des organisations combinée avec la professionnalisation du travail du Parti et du syndicat ont restreint grandement l'initiative de chaque militant et très souvent l'ont rendue impossible.* »¹⁷

En tant que partisan du socialisme révolutionnaire, Max Adler est amené à être en désaccord à la fois avec les réformistes et avec les léninistes. Mais, même s'il insiste sur le fait qu'il faut donner au socialisme « *plus d'esprit de classe révolutionnaire* »¹⁸, Adler se retrouve finalement malgré lui dans l'impasse du réformisme. La politique réformiste radicale du Parti ouvrier social-démocrate permet certes des améliorations pour les classes populaires, en particulier à Vienne, mais laisse inchangées les structures sociales. La loi de mai 1919 sur la socialisation resta lettre morte, et la Commission de socialisation dont fit partie Otto Bauer ne donna que peu de résultats. En fin de compte, « *malgré l'ampleur des réformes, les rapports de force dans la vie économique restaient les mêmes.* »¹⁹

Constituer une aile révolutionnaire dans une structure réformiste, même de masse, aboutit donc à une impasse politique. De plus, les positions radicales d'Adler l'isolent au sein du SDAPÖ²⁰.

En 1926, Adler publie le livre *Politische oder soziale Demokratie*, qui est traduit en français quatre ans plus tard sous le titre *Démocratie politique et démocratie sociale*. C'est durant cette période 1930-1933 qu'il commence en effet à être traduit en français, ce qui s'explique par le contexte à la fois international, autrichien, et interne au socialisme en France : l'affirmation d'une aile gauche au sein du Parti socialiste SFIO. Lucien Laurat le présente ainsi en 1931 : « *Max Adler, professeur à l'Université de Vienne, se place à l'extrême gauche de la social-démocratie autrichienne : il s'est signalé tout particulièrement pendant la guerre par son attitude courageuse et vraiment internationaliste. En décembre 1917, dans un meeting public, il n'hésita pas, en pleine dictature militaire, à faire acclamer par la foule Karl Liebknecht et Friedrich Adler. Ceci dit pour présenter l'auteur, presque inconnu du public français* »²¹.

¹⁶ Max Adler, « La réalisation du marxisme », *La Bataille socialiste*, n° 67, avril 1933, p. 9.

¹⁷ Max Adler, *Métamorphoses de la classe ouvrière*, Nouveau-Prométhée, 1935, p. 42.

¹⁸ Max Adler, *Démocratie politique et démocratie sociale*, Anthropos, 1970, p. 13.

¹⁹ Norbert Leser, « Bilan de l'austro-marxisme », *Le Contrat Social*, volume XI n° 6, novembre-décembre 1967, p. 351.

²⁰ Jill Lewis, « Max Adler », dans *Biographical dictionary of European labor leaders*, Greenwood press, 1995.

²¹ Lucien Laurat, note sur la première édition en français de *Démocratie politique et*

Dans ce texte de 1926, Max Adler constate que « *la démocratie véritable n'existe pas encore* », puisque « *dans un Etat de classe, ce n'est jamais le peuple qui est souverain, mais bien une classe ou un ensemble de classes.* »²² Il plaide pour la démocratie sociale, pour la « *société solidaire* », qui équivalent selon lui au socialisme. Néanmoins, « *la démocratie politique est une arme indispensable au prolétariat* »²³, qui doit donc être défendue lorsqu'elle est attaquée. Il n'en reste pas moins que la démocratie réelle est selon lui impossible dans une société divisée en classes sociales. La solution est le socialisme, société sans classes, qui seul permet la démocratie véritable. Démocratie et socialisme sont donc au fond le même objectif, le même projet de société qui vise à remplacer la société capitaliste divisée en classes. Soulignant que l'organisation sociale et la forme politique sont liées, Adler écrit que la « *démocratie signifie : socialisation solidaire* »²⁴. Pour lui, « *le principe de l'égalité des droits et de la liberté du citoyen devrait assurer à chacun le droit de faire de son temps ce qu'il veut, et en particulier de rester quand il veut oisif.* » Mais il remarque qu'au contraire la société bourgeoise n'accorde ce droit qu'aux possédants, à la fois par les différences matérielles (d'argent) et aussi par la loi sur le « *vagabondage* » qui existait alors en Autriche, par laquelle pouvait être poursuivi tout individu non-possédant « *qui ne s'est soustrait au "travail", c'est-à-dire à l'exploitation, que momentanément et à ses frais* »²⁵.

Rappelant toujours l'objectif marxiste d'abolition des Etats, Adler considère que « *la véritable démocratie n'est pas possible dans l'Etat* »²⁶. Face au « *vieux monde de la non-solidarité et de l'oppression* », la démocratie sociale sera « *le monde nouveau de la solidarité et de la liberté* »²⁷ et « *la démocratie sociale*

démocratie sociale, dans *La Critique sociale*, n° 2, juillet 1931, p. 68. Laurat avait été en novembre 1918 cofondateur du Parti communiste d'Autriche. Militant communiste anti-stalinien en France, il était en 1931 membre du Cercle communiste démocratique, et participa plus tard à la création du courant « *Le Combat marxiste* ». Il était certainement présent lors de ce meeting du 7 décembre 1917, qu'il mentionne également dans *Contributions à l'histoire du Comintern*, Droz, 1965, p. 70.

²² Max Adler, *Démocratie politique et démocratie sociale*, op. cit., p. 48 et 74.

²³ *Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 14.

²⁴ *Idem*, p. 77.

²⁵ Note du chapitre IX de *Démocratie politique et démocratie sociale*, traduction inédite de Bracke. La traduction française publiée en 1930 est dénuée des notes de l'original ; le socialiste Bracke avait réalisé, à une date inconnue, des compléments à la première traduction, qui n'ont jamais été utilisés : il s'agit de la traduction de notes et références, ainsi que de la retraduction de trois chapitres. Ignorant manifestement l'existence de ces éléments (conservés par René Lefeuvre, le fondateur des éditions Spartacus), Bourdet a réédité en 1970 la traduction de 1930 sans ces compléments.

²⁶ *Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 89.

²⁷ *Idem*, p. 204.

seule fera une réalité [...] de la notion d'association humaine »²⁸. Dans ce but, Adler appelle à « *l'éducation socialiste des masses par elles-mêmes.* »²⁹ Pour lui, « *le centre de gravité de la politique socialiste révolutionnaire ne doit pas être cherché dans le parlementarisme ni dans la politique des factions, mais dans l'action immédiate et résolue de toute la classe prolétarienne.* »³⁰

A partir de 1933, une dictature conservatrice s'installe en Autriche (certains ont parlé d'« austrofascisme »), dirigée en grande partie contre le SDAPÖ contre lequel la droite autrichienne au pouvoir conjugue antimarxisme et antisémitisme. Des milices contre-révolutionnaires s'étaient développées depuis des années, inspirées et en partie financées par la dictature fasciste italienne. Les différents courants réactionnaires bénéficièrent de la situation politique des pays limitrophes de l'Autriche : l'Italie, l'Allemagne avec la montée du nazisme, et la Hongrie alors sous la dictature de Miklós Horthy.

La liberté de la presse et le droit de grève sont supprimés. Le parlement est empêché de se réunir par le gouvernement. Face à cette suppression *de facto* de la démocratie, le SDAPÖ organise... une pétition³¹. Finalement, suite à des arrestations arbitraires de militants socialistes, le 12 février 1934 « *commença le combat des travailleurs autrichiens pour la défense des derniers vestiges de la démocratie autrichienne* »³². Un soulèvement est déclenché par une partie de la base socialiste, et un appel à la grève générale lancé – mais il est relativement peu suivi par des travailleurs démoralisés et très touchés par la crise capitaliste en cours depuis 1929. Cette résistance armée désespérée et trop tardive est écrasée en quelques jours. Le SDAPÖ est interdit et le mouvement ouvrier en Autriche est dès lors réduit à la clandestinité jusqu'en 1945.

Un temps arrêté et détenu, Max Adler à court d'argent est ensuite contraint de vendre ses livres. Sa correspondance avec Rosa Luxemburg fut malheureusement détruite avant d'avoir été publiée. Il meurt en 1937, et son souvenir peine à franchir la Seconde Guerre mondiale.

La méconnaissance de Max Adler en France s'inscrit dans le cadre plus vaste d'une méconnaissance de l'histoire de l'Autriche, en particulier du mouvement

²⁸ Chapitre X de *Démocratie politique et démocratie sociale*, traduction de Bracke.

²⁹ *Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 19.

³⁰ *Démocratie politique et démocratie sociale*, p. 210-211.

³¹ Elle fut d'ailleurs signée par une importante proportion de la population, mais « *n'eut aucun effet étant donné qu'elle ne fut accompagnée d'aucune manifestation ou autre action de masse* » (Félix Kreissler, *De la Révolution à l'annexion, l'Autriche de 1918 à 1938*, Presses universitaires de France, 1971, p. 270).

³² Félix Kreissler, op. cit., p. 296.

ouvrier et de ses événements révolutionnaires. Concernant Adler, il s'agit pour nous – comme le fit Maximilien Rubel – de souligner l'intérêt de ses écrits, tout en critiquant ses limites. On retrouve chez lui certains des travers du soi-disant « marxisme » de la Deuxième Internationale, même si Adler n'était pas dogmatique et ne fut pas de « *la prêtraille marxiste* » dénoncée par le spartakiste Franz Mehring³³. Par exemple, Adler surestime le rôle du parti politique, quasiment fétichisé par lui, erreur que l'on peut expliquer en grande partie par la situation du parti socialiste en Autriche. En 1929, les 720.000 adhérents socialistes constituaient 18 % de la population adulte du pays³⁴, proportion peut-être unique dans l'histoire au sein d'un parti d'opposition. C'est de plus une organisation à sociologie jeune et fortement ouvrière.

Max Adler avait étudié de façon approfondie les textes de Marx et d'Engels, mais aussi d'Emmanuel Kant et de Max Stirner. Il a écrit à plusieurs reprises sur Kant ; selon Iring Fetscher, il s'agissait pour Adler « *d'adapter la théorie kantienne de la connaissance à la théorie sociale marxiste* »³⁵. Il fut critiqué par Herbert Marcuse pour ses ouvrages sur ce sujet, dans un article de 1930³⁶. Selon Yvon Bourdet, « *ce qui intéressait Max Adler, ce n'était pas la vulgarisation du marxisme, mais son approfondissement et son développement.* »³⁷

Max Adler défend un « socialisme marxiste », contre le réformisme et contre le nationalisme. Il refuse « *par principe l'Etat et la société capitaliste* »³⁸. Il pouvait se considérer comme un « social-démocrate révolutionnaire », dans l'ancien sens du mot social-démocrate, mais pour éviter les fausses interprétations il peut aujourd'hui être défini comme un socialiste révolutionnaire marxiste. Il se fonde sur la conception matérialiste de l'histoire ; il parle ainsi du marxisme « *dont la conception matérialiste de l'histoire et la théorie du progrès social tirent leur sens et leur force de conviction d'abord du*

³³ Franz Mehring, *Vie de Karl Marx*, Gérard Bloch / APIO, 1984, p. 105.

³⁴ Paul Pasteur, *Pratiques politiques et militantes de la social-démocratie autrichienne, 1888-1934*, Belin, 2003, p. 171.

³⁵ Iring Fetscher, « Le marxisme de Max Adler », *Archives de Philosophie*, tome 41 cahier 3, juillet-septembre 1978, p. 470. A l'inverse de certaines idées reçues, Fetscher note également que Adler s'écarte du néokantisme. Adler lui-même a écrit que sa « *conception du marxisme n'a rien à voir avec Kant, avec cette tentative à la mode de "renouveler" Marx grâce à Kant* » (Max Adler, *Ausgewählte Schriften*, Österreichischer Bundesverlag, 1981, p. 491).

³⁶ Herbert Marcuse, « Marxisme transcendantal ? » [1930], dans *Philosophie et révolution*, Denoël, 1969. Notons que Adler aurait souscrit comme Marcuse à la nécessité d'une « *pratique radicale qui a pour but la transformation du réel* » (p. 40).

³⁷ Yvon Bourdet, article sur Max Adler dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : Autriche*, éditions ouvrières, 1971, p. 25.

³⁸ Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers*, op. cit., p. 105.

concept de l'homme socialisé, c'est-à-dire de la conscience sociale. »³⁹ Il argumente en faveur d'une éthique révolutionnaire : pour lui, le socialisme est un « *produit des conditions sociales qui est en même temps justifié d'un point de vue éthique* »⁴⁰. A l'inverse, « *le capitalisme est profondément contraire à la civilisation, parce qu'il est une forme de société basée sur la force* »⁴¹.

Dans la conception d'Adler, la révolution socialiste doit abolir l'Etat, ainsi que « *l'esclavage salarié* »⁴². Le socialisme « *ne veut pas seulement que la situation du travailleur s'améliore, mais qu'il cesse enfin de n'être rien d'autre qu'un travailleur, c'est-à-dire un homme qui doit travailler pour vivre.* »⁴³

Selon Adler, la démocratie strictement politique n'est qu'une étape avant d'arriver à la forme supérieure de la démocratie réelle et effective : la démocratie sociale. Par l'auto-éducation des masses et l'expérience de la lutte des classes se forme la conscience de classe, qui permettra le remplacement révolutionnaire du capitalisme par le socialisme. Il écrit que le socialisme ne viendra pas de lui-même : « *il faut le faire. Et le faire, le prolétariat seul le peut* »⁴⁴.

On qualifie souvent Max Adler d'austromarxiste. Mais la notion même d'« austromarxisme » est très contestable. On y a regroupé des militants et auteurs aussi différents que Max Adler⁴⁵, Rudolf Hilferding, Otto Bauer, Karl Renner, Josef Strasser, Friedrich Adler, etc. Renner dira lui-même en 1930 : « *aujourd'hui, dans le Parti, Otto Bauer est au centre, Hilferding et moi à droite, et Max Adler à gauche* »⁴⁶.

Les dictatures des années 1930 puis la Seconde Guerre mondiale ont frappé de plein fouet les courants socialistes révolutionnaires. La disparition de Max Adler en 1937 dans une Autriche dictatoriale, est d'une certaine façon représentative de cet appauvrissement subi de la diversité de la pensée marxiste après la Seconde Guerre mondiale ; Adler figure d'ailleurs parmi les auteurs dont les livres furent interdits par les nazis.

Malgré cet oubli, la lutte pour la véritable démocratie sociale, pour un monde

³⁹ Max Adler, *Ausgewählte Schriften*, op. cit., p. 507.

⁴⁰ Max Adler, *Ausgewählte Schriften*, p. 492.

⁴¹ Max Adler, *Métamorphoses de la classe ouvrière*, op. cit., p. 56.

⁴² Max Adler, *Ausgewählte Schriften*, p. 58.

⁴³ Max Adler, *Ausgewählte Schriften*, p. 57.

⁴⁴ Max Adler, « L'éducation socialiste et sa tâche actuelle », *La Bataille socialiste*, n° 56, avril 1932, p. 13.

⁴⁵ Raymond Aron considérait qu'il était « *le plus remarquable des austro-marxistes* » (*La Sociologie allemande contemporaine* [1935], Presses universitaires de France, 1981, p. 64).

⁴⁶ « Les têtes de l'austro-marxisme », *Le Populaire* du 23 août 1930, p. 6.

libéré de l'exploitation et de l'aliénation capitaliste, n'en reste pas moins d'actualité.

MAX ADLER EST MORT

Une dépêche de Vienne nous apporte une triste nouvelle. Max Adler est décédé aujourd'hui, âgé de 64 ans.

Adhérant au Parti socialiste autrichien depuis plus de 40 ans, Adler était un militant infatigable comme avocat, propagandiste et écrivain marxiste.

Sociologue d'une réputation internationale il a enseigné à l'Université de Vienne depuis la Révolution de 1918 jusqu'à la contre-Révolution de février 1934.

Sa mort est une grande perte pour le socialisme autrichien et la sociologie marxiste de tous les pays.

Son enterrement aura lieu le 1er juillet et donnera aux camarades de Vienne l'occasion de prouver une fois de plus leur fidélité au grand disparu, serviteur dévoué du socialisme.

Sans être apparenté à Fritz Adler, secrétaire de l'Internationale, bien que portant le même nom, il était son ami depuis de longues années.

Dans *Le Populaire* du 29 juin 1937.

Textes de Max Adler traduits en français :

- * *Démocratie politique et démocratie sociale*, L'Eglantine (Bruxelles)⁴⁷, 1930. Réimprimé en fac-similé en 1970 aux éditions Anthropos (Paris).
- * *Le Socialisme de gauche*, La Bataille socialiste (Paris)⁴⁸, 1932.
- * *Métamorphoses de la classe ouvrière*, Nouveau-Prométhée (Paris)⁴⁹, 1935.
- * *Démocratie et conseils ouvriers*, Maspero (Paris), 1967.

⁴⁷ Editeur socialiste.

⁴⁸ Courant de gauche de la SFIO. La première partie de ce texte avait été publiée sous son titre original, « La fonction historique du socialisme de gauche », dans la revue *La Bataille socialiste*, n° 51, novembre 1931.

⁴⁹ Petite maison d'édition d'un autre courant de gauche de la SFIO, « Le Combat marxiste », issu du Cercle communiste démocratique.

Les traductions en français sont principalement d'Alexandre Bracke-Desrousseau (1861-1955, membre du Parti socialiste SFIO, qui a également traduit de nombreux textes de Rosa Luxemburg, et qui correspondit avec Max Adler), puis d'Yvon Bourdet (1920-2005, proche du groupe Socialisme ou barbarie, partisan de l'autogestion). Mais la grande majorité des textes d'Adler sont toujours inédits en français.

Mentionnons quelques articles parus dans des revues :

* « Y a-t-il crise du Marxisme ? », *L'Etudiant socialiste*, n° 3, décembre 1929. Selon Adler il n'y a pas crise de la théorie marxiste, mais crise des organisations qui s'en réclament. Il considère que le mouvement socialiste est « *dans un triste état* », et que le marxisme est le seul moyen pour « *vaincre la faiblesse et le déchirement du mouvement socialiste ouvrier aujourd'hui* ». Il observe que « *le capitalisme, après avoir surmonté les ruines de la guerre, se reconstruit sur des bases supérieures, de plus en plus consciemment apparaissent des tendances d'organisation, tant à l'intérieur des Etats qu'internationalement* ». Face à cette situation, Adler dénonce « *l'illusion fatale d'une conception qui ne considère pas les formes de démocratie comme moyens de la lutte de classe révolutionnaire, mais comme ceux de l'entente et de la collaboration croissantes des classes.* »

* « L'éducation socialiste et sa tâche actuelle », *La Bataille socialiste*, n° 55 et 56, mars et avril 1932. Adler appelle notamment à munir la jeunesse « *d'un esprit de classe fortement conscient et révolutionnaire* ».

* « La tâche de la jeunesse en notre temps », *Révolution*, n° 13, octobre 1932. Adler dresse un bilan critique de la situation « *qui, dans un âge à venir, apparaîtra comme une absurdité inconcevable : dans l'ordre économique actuel, on ne travaille pas pour que l'humanité puisse vivre, mais pour que les possesseurs de capital aient des profits.* » La jeunesse doit donc participer à la « *solidarisation de la société* » en se plaçant aux côtés du « *mouvement de classe du prolétariat* », qui est « *une cause d'intérêt universel* » permettant « *une humanisation inconnue jusqu'ici de la société tout entière.* »

* « La réalisation du marxisme », *La Bataille socialiste*, n° 67, avril 1933. Cet article est l'objet d'une note de lecture non-signée, mais probablement de Boris Souvarine, dans *La Critique sociale*, n° 8, avril 1933, p. 97 : « *Etude sérieuse et solide, comme tout ce qu'écrit cet auteur en général, et la meilleure publiée à notre connaissance dans une revue française, à l'occasion du cinquantenaire [de la mort de Karl Marx]. Plusieurs passages et les conclusions, cependant, déçoivent par leur caractère académique et peu en rapport avec la réalité vivante. Max Adler réfute de façon très pertinente l'argumentation spéieuse de ceux qui croient le marxisme "périmé". Mais il ne semble pas se rendre compte de la parenté intime qui relie le "socialisme de droite" au "socialisme de gauche" et suppose que si le second prévalait sur le premier, la crise de l'Internationale serait surmontée, sa ruine "réparée". Il montre ensuite que Marx, théoricien, "dans l'exposé de l'évolution capitaliste devançait les choses et dessinait ainsi déjà leur aspect futur quand celui-ci n'était encore qu'en germe" ; c'est pourquoi tant d'écrits de Marx, vieux de trois quarts de siècle, sont maintenant d'une étonnante actualité, c'est pourquoi Marx est,*

"au plein sens du mot, un penseur moderne" ; *certaines des œuvres de Marx ne sont même pleinement intelligibles que depuis la confirmation contemporaine des faits.* "Le marxisme est si peu périmé, écrit Adler, qu'aujourd'hui seulement il commence à être reconnu généralement comme science sociologique fondamentale et à régir politiquement le prolétariat mondial." *La première moitié de cette observation est exacte, car bien des gens font du marxisme sans le savoir, mais la seconde ne l'est pas le moins du monde : il faut être homme de cabinet comme Max Adler pour aller raconter que le prolétariat mondial est guidé par le marxisme. Enfin, notre auteur conclut avec assurance : " Sous la pression et par le caractère sans issue de la crise mondiale du capitalisme, le marxisme va devenir ce qu'il n'était jusqu'à présent qu'en programme : la doctrine mondiale d'émancipation du prolétariat admise partout par les masses." Nous voudrions partager cette belle conviction mais la moindre démonstration ferait bien mieux notre affaire. »*

* « L'imposture atavique du national-socialisme », *La Bataille socialiste*, n° 70 et 71, juillet et septembre 1933. Adler y écrit que « *l'essence d'une révolution* » est « *de faire triompher un principe nouveau d'ordre social [...] qui soit dans le sens d'un accroissement général de liberté et d'égalité, c'est-à-dire d'un accroissement de solidarité humaine. [...] Au contraire, tout mouvement qui s'oppose à pareil renforcement de la solidarité sociale, et même qui anéantit des formes de solidarité sociale déjà conquises, est contre-révolutionnaire* ».

* « L'"utopisme" chez Marx et Engels », *Etudes de marxologie*, n° 14, novembre 1970. Il s'agit de la traduction du chapitre XVIII du livre *La Conception marxiste de l'Etat* (1922), avec une présentation d'Yvon Bourdet : « Max Adler et la question de l'utopie ». Adler réfute l'accusation d'utopisme adressée à Marx et Engels par Hans Kelsen, ce dernier se trompant selon lui sur le marxisme. Max Adler emploie indifféremment les expressions « *communauté socialiste* » et « *société communiste* » pour désigner la société de l'avenir qui sera « *une société de solidarité humaine* ». Le socialisme a pour objectif « *la garantie et l'épanouissement le plus large possible de la vie* ». De nouvelles relations sociales, des conditions de vie différentes, créeront forcément des êtres humains nouveaux, « *ces hommes transformés du XXI^e ou XXII^e siècle, qui seront à coup sûr tout aussi différents de nous que nous le sommes aujourd'hui [en 1922] de ceux du XI^e siècle* ».

Principaux textes non-traduits en français :

* *Kausalität und Teleologie im Streite um die Wissenschaft*, 1904.

* *Marx als Denker*, 1908.

* *Wegweiser, Studien zur Geistesgeschichte des Sozialismus*, 1914.

* *Der soziologische Sinn der Lehre von Karl Marx*, 1914.

* *Zwei Jahre... !, Weltkriegsbetrachtungen eines Sozialisten*, 1916.

* *Die sozialistische Idee der Befreiung bei Karl Marx*, 1918.

* *Klassenkampf gegen Völkerkampf !, Marxistische Betrachtungen zum Weltkriege*, 1919.

* *Engels als Denker*, 1920.

* *Die Staatsauffassung des Marxismus*, 1922 (seul un chapitre a été traduit, voir ci-dessus).

- * *Neue Menschen, Gedanken über sozialistische Erziehung*, 1924.
- * *Kant und der Marxismus*, 1925.
- * *Lehrbuch der materialistischen Geschichtsauffassung*, 1930.
- * *Das Rätsel der Gesellschaft, Zur erkenntniskritischen Grundlegung der Sozialwissenschaft*, 1936.

Quelques textes en français sur Max Adler ou sur le contexte :

- * *Austriaca*, n° 15, novembre 1982, et n° spécial, mars 1983 : « L'austromarxisme, nostalgie et/ou renaissance ? », Actes du colloque de Paris des 25-27 février 1982.
- * Wolf Bertram [pseudonyme de Kurt Landau], *La Guerre civile en Autriche*, Librairie du travail, 1934.
- * Yvon Bourdet, « Démocratie, classe et parti d'après Max Adler », *Arguments*, n° 25-26, 1962, repris dans *Communisme et marxisme*, Brient, 1963.
- * Yvon Bourdet, « Les conditions d'étude de l'austromarxisme », *Le Mouvement social*, n° 50, janvier 1965.
- * Yvon Bourdet, « Rôle et signification des conseils ouvriers d'après Max Adler », *Etudes de marxologie*, n° 9, août 1965.
- * Yvon Bourdet, *Otto Bauer et la révolution*, EDI, 1968.
- * Yvon Bourdet, article sur Max Adler dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : Autriche*, éditions ouvrières, 1971 (reprend dans une large mesure sa préface de 1970 à *Démocratie politique et démocratie sociale*).
- * Yvon Bourdet, « Actualité de l'austromarxisme », *Critique*, n° 339-340, août-septembre 1975.
- * Robert Danneberg, *Le Socialisme municipal en Autriche*, Librairie populaire, 1925.
- * Julius Dickmann, « Témoignage » publié dans *Le Travailleur communiste syndical et coopératif* du 10 mars 1934, réédité dans *Agone*, n° 23, 2000.
- * Jürgen Doll, « L'austromarxisme et la pensée politique française », Actes du colloque *France-Autriche 1970-1986* des 12-13 mai 1986, université d'Orléans, s.d.
- * Jacques Droz, *La social-démocratie en Autriche-Hongrie (1867-1914)* et *Le socialisme en Europe centrale*, dans *Histoire générale du socialisme, tomes 2 et 3*, Presses universitaires de France, 1974-1977, réédition 1997.
- * Iring Fetscher, « Le marxisme de Max Adler », *Archives de Philosophie*, tome 41 cahier 3, juillet-septembre 1978.
- * Berthe Fouchère, « L'Autriche martyre », *Les Cahiers rouges*, n° 10, avril 1938.
- * Félix Kreissler, *De la Révolution à l'annexion, l'Autriche de 1918 à 1938*, Presses universitaires de France, 1971.
- * Ludovic Meister, « Max Adler et le matérialisme historique », *La Revue socialiste*, n° 354, 15 juin 1914.
- * Paul Pasteur, *Pratiques politiques et militantes de la social-démocratie autrichienne, 1888-1934*, Belin, 2003.
- * Paul Pasteur, « L'austromarxisme ou une bouée de sauvetage pour une gauche en crise ? », *Austriaca*, n° 63, décembre 2006.
- * Georg Scheuer, *Seuls les fous n'ont pas peur, scènes de la guerre de trente ans, 1915-1945*, Syllepse, 2002.
- * Raoul Vaneigem, article sur Max Adler dans l'Encyclopédie Universalis, 2007.

Le Socialisme de gauche

Nous reproduisons ce texte d'après la brochure publiée en 1932 par La Bataille socialiste, en recopiant à l'identique les deux avant-propos suivants :

Max Adler

Né le 15 janvier 1873, notre camarade Max Adler enseigne depuis 1920 la sociologie et l'histoire du socialisme à l'Université de Vienne. C'est un très ancien socialiste, un socialiste de toujours. En 1904, il fondait avec Rudolf Hilferding une revue théorique, les Etudes marxistes, où parut son premier travail relatif au marxisme : Causalité ou Téléologie. Suivirent d'importants écrits dans lesquels il s'efforçait d'établir une liaison entre le marxisme, d'une part, et la critique kantienne de la connaissance, de l'autre.

Pendant la guerre, il s'éleva vivement contre la politique de la majorité du Parti socialiste autrichien. Depuis la guerre, il n'a cessé de combattre les tendances collaborationnistes et de rechercher une entente, évidemment possible, entre le socialisme traditionnel et le communisme. Il dirige dans cet esprit le Klassenkampf, revue « socialiste de gauche » qui paraît à Berlin.

Max Adler a beaucoup travaillé. Il a publié de nombreuses brochures de propagande populaire et des ouvrages d'une science consommée, dont plusieurs éditions n'ont pas épuisé le succès : Problèmes marxistes, Interprétation marxiste de l'Etat, Hommes nouveaux, Marx penseur (1908 ; 3^e éd. 1925), Engels penseur, Manuel du matérialisme historique, enfin, sous le titre de Guides, des études sur l'histoire spirituelle du socialisme.

Max Adler mène de front l'étude et le combat, la théorie et la pratique. Il a été quelque temps député de Vienne au Landtag.

Amédée Dunois.

Note du traducteur

L'article ci-dessous a été écrit pour paraître en tête du premier numéro de la revue mensuelle des socialistes de gauche hongrois qui paraît depuis le 15 octobre 1931 en Roumanie, à Cluj, autrement dit Koloszar : A Ma'sik Ut (l'Autre Chemin).

J'ai eu plaisir à traduire, pour La Bataille Socialiste, les considérations d'un auteur dont la pensée, d'ailleurs, s'est souvent trouvée d'accord avec la nôtre. Discuter sur telle ou telle réserve de détail serait possible. J'aime mieux signaler un point commun entre tant d'autres. Bien des camarades se souviendront que, comme le fait Max Adler dans son premier paragraphe, j'ai eu l'occasion de dire à ceux de nos amis qui sont, tombent ou risquent de s'engager dans le réformisme, ce qu'a leur esprit de parenté avec celui des bolcheviks.

Bracke.

I

Rien ne peut exciter davantage la passion au cœur d'un représentant de la politique de droite dans la social-démocratie – si souvent identique à la politique officielle du Parti – qu'une allusion à l'existence d'une opposition, dans le Parti, entre deux tendances : droite et gauche. Ainsi dernièrement, le camarade Wels, président le Congrès de Leipzig, déclarait, aux applaudissements de l'aile droite : « Quelque chose comme une droite et une gauche n'existe pas chez nous. » Ne parlons pas de ce qu'une pareille énonciation prouve une singulière incapacité à reconnaître les faits, ou tout au moins à en tenir compte, même quand ils ne vous vont pas ; cette remarque est encore intéressante à un autre point de vue. Elle nous procure l'occasion de regarder à fond dans une mentalité spéciale aux politiques de droite, étrangère à toute camaraderie, et qui déjà n'a même rien de marxiste. Car, dans ce geste pathétique qui écarte l'existence d'une tendance de gauche, il y a en même temps une sorte de flétrissure pour elle. Il peut paraître paradoxal, mais il est malheureusement conforme à la vérité de dire que bien des hommes de la tendance de droite dans la social-démocratie se représentent formellement la tendance de gauche comme quelque chose d'immoral, voire de punissable. Et l'on a souvent l'impression que ces mêmes socialistes de droite, qui s'indignent si infiniment du terrorisme d'opinion exercé par les bolcheviks russes, procéderaient exactement avec la même intolérance et la même brutalité contre la gauche que le système soviétique régnant en ce moment contre ses « déviations » de gauche ou de droite. Les décisions incroyables et profondément regrettables prises il y a peu de temps par le Vorstand⁵⁰ de la social-démocratie allemande contre l'opposition de gauche ne le confirment, hélas ! que trop.

Cela étant, il est sans doute à propos de s'expliquer une fois de plus brièvement sur le sens véritable de la distinction entre droite et gauche dans le socialisme, et cela, en particulier, à l'occasion qu'offre heureusement l'apparition d'un nouveau périodique du socialisme de gauche.

Droite-Gauche, cette opposition n'est pas un phénomène datant de ces dernières années, l'œuvre de quelques « brouillons ambitieux » ou de « gêneurs sans responsabilité ». On la trouve à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier marxiste. Les premiers « hommes de gauche » dans le mouvement ouvrier socialiste moderne furent... Marx et Engels. C'est ce que nous pouvons déduire de leur correspondance entre eux et avec Sorge, Bernstein, Bebel, etc., en les voyant constamment obligés de repartir en guerre contre l'opportunisme, le réformisme, l'embourgeoisement du Parti. Et l'on ne connaît malheureusement

⁵⁰ Comité directeur du SPD.

pas assez quelle lutte incessante, passionnée et pas toujours heureuse, ils ont menée contre toutes ces altérations de la lutte de classe prolétarienne révolutionnaire, et aussi contre ce que Marx qualifiait déjà de « démocratie vulgaire » dans la social-démocratie. Depuis, et jusqu'à nos jours, cette lutte est toujours restée nécessaire, et même, elle ne fut jamais plus nécessaire qu'au temps actuel, c'est-à-dire depuis la fin de la guerre, parce qu'avec la victoire de la forme démocratique dans l'Europe centrale, de nouvelles idéologies réformistes se sont emparées, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique, d'une grande portion de la social-démocratie allemande.

II

La distinction Droite et Gauche dans le Parti ne représente donc rien de plus, mais aussi rien de moins que l'antithèse entre deux façons de concevoir la lutte d'émancipation du prolétariat, la marche au socialisme : conception réformiste et conception révolutionnaire de classe.

Nous ne saurions entrer ici dans une histoire du réformisme, qui a toujours eu l'ambition de se donner en même temps pour le vrai marxisme. Pour ce faire, il s'est vu, à la vérité, obligé de « réviser » la doctrine de Marx et c'est ainsi qu'est venue l'identification caractéristique de « réformisme » et « révisionnisme » – caractéristique, parce que le réformisme fut et est toujours occupé ou à nier la rigoureuse causalité du marxisme ou à l'affaiblir quelque part et en quelque manière dans ses conséquences. On ne peut ici que rappeler comment le réformisme, dès avant la guerre, avait embrouillé et même finalement évincé, à peine conquise, la claire constatation du caractère de classe de l'Etat et du devoir de classe, pour le prolétariat, d'abolir cet Etat, causant ainsi directement la catastrophe que fut, lors de l'explosion de la guerre en 1914, l'effondrement de l'Internationale. On ne peut non plus que mentionner comment le réformisme, dans la guerre, fit sienne, sous forme de social-patriotisme, et même parfois de social-impérialisme, la politique de guerre des classes dominantes, et comment tout ce qui tenta d'amener le sentiment révolutionnaire de classe à ne s'inspirer que de lui-même et à reconquérir la conscience internationale fut par lui présenté et persécuté presque comme les menées de haute trahison d'une minorité condamnable. Qu'on pense seulement aux clameurs de haro et de haine déchaînées, au cours de la guerre, contre des camarades comme Karl Liebknecht et Fritz Adler⁵¹ !

Enfin l'on ne peut également que citer en passant comment, après la guerre, cette attitude du socialisme de droite a de plus en plus dominé en Allemagne la

⁵¹ Diminutif de Friedrich Adler.

majorité du prolétariat. De là cette fatale conséquence de fait que cette majorité fut précipitée, au sortir de la guerre, dans la Révolution de 1918-19, tellement dérévolutionnarisée et en tel état d'impréparation aux tâches prolétariennes qu'elle se tourna même contre ses frères de travail désireux d'aller de l'avant, laissant perdre et trahir le moment historique d'une révolution prolétarienne par une sanglante lutte fratricide et une collaboration égoïste à la restauration du pouvoir de classe de la bourgeoisie.

Sur tout cela, nous ne pouvons entrer dans des détails. Mais déjà cette simple énumération historique suffit à montrer que la mise en action du socialisme de droite est liée aux pages les plus tristes des annales du mouvement ouvrier socialiste. Ne parlons ici que de la phase la plus récente du socialisme de droite. Car nulle part le dicton : « Le malheur rend prudent » n'a moins été une vérité d'histoire que concernant le réformisme – peut-être parce que, s'il a fait infiniment de mal au socialisme, il n'en a pas toujours fait autant à ses champions. Après tant de cas où, du fait du socialisme de droite, le Parti a dégénéré, où le caractère historique de la social-démocratie a été compromis, voici que s'est repris à dominer un réformisme aujourd'hui plus créateur de préjudice et d'erreur que jamais auparavant. Car il ne donne, en face de la scission du prolétariat en Deuxième et Troisième Internationales, que trop d'aliment à toutes les calomnies des communistes accusant la social-démocratie d'avoir abandonné la lutte de classe, rendant ainsi difficile à l'extrême notre besoin de défense et d'attaque à l'égard de la démagogie communiste.

III

Ce qui contribue à donner une force particulière à ce néo-réformisme en lui permettant d'impressionner fortement des âmes naïves, c'est qu'il représente la tendance de gauche comme une conception absolument dogmatique et en dehors de la réalité. Selon lui, elle se réfère sans cesse à Marx, mais elle n'a pas appris de lui le principal : à savoir, que la pratique et la théorie de la lutte de classe doivent se modifier lorsque se produisent des faits économiques et politiques nouveaux. La gauche continuerait à ressasser en *oremus* les vieilles formules du marxisme qui correspondaient à la situation de 1848, de 1871, et tout au plus de 1895, mais elle ne tiendrait pas le moindre compte des faits qui ne se sont produits qu'après la mort de Marx et d'Engels. Comme faits nouveaux de ce genre, la théorie socialiste de droite, telle qu'elle a été constituée principalement par Hilferding et Renner, signale une transformation profonde dans la nature de l'économie actuelle et aussi de l'Etat actuel. Ces deux transformations auraient cela de commun qu'elles apportent un

adoucissement à l'opposition nette entre les classes, qu'elles écartent l'hostilité de principe du prolétariat contre l'Etat capitaliste et qu'au lieu de cela, elles assurent au prolétariat des intérêts économiques plus grands et une position plus proche de l'Etat. Ainsi la lutte de classe devrait, en définitive, se changer de lutte contre l'Etat en une lutte pour la part dans l'Etat qui revient au prolétariat. Toutes ces prétendues transformations considérables de l'économie capitaliste et de son Etat, qui à franchement parler, seraient autant de réfutations du marxisme, sont ramenées par le néo-réformisme à deux faits fondamentaux : naissance du capitalisme organisé et établissement de l'Etat républicain démocratique.

Sur le premier point, on signale que le capitalisme, grâce à une concentration et à une organisation de plus en plus intensifiées, va sans cesse éliminant l'anarchie économique antérieurement régnante dans la production et l'écoulement des marchandises. La systématisation croissante de la production que cela rend possible fait, dit-on, disparaître de plus en plus les frottements dans le mécanisme de l'économie capitaliste ; les crises deviennent plus rares et moins dangereuses, et le prolétariat est à même d'acquérir une participation croissante dans l'économie en voie de stabilisation. Il en résulte que le prolétariat, ayant un intérêt plus grand à l'accroissement et au renforcement de la vie économique nationale, s'élève en même temps à une plus grande compréhension des nécessités de l'économie. L'opposition abrupte, sans ponts possibles, de naguère, entre ouvriers et patrons, cède à la constatation de certains points communs, et tout cela, finalement, aboutit à développer et à fortifier une forme nouvelle de collectivité sociale, la démocratie économique, c'est-à-dire à donner une part toujours plus grande de détermination et de contrôle au prolétariat dans le processus économique.

L'usine, en démocratie constitutionnelle, doit d'ailleurs nécessairement (et voilà où l'on se pose particulièrement en marxistes !) être l'infrastructure économique, proprement faite pour la superstructure politique de l'Etat populaire républicain démocratique.

C'est tout à fait de même que, selon cette théorie, la conquête de la République démocratique dans l'Europe centrale mène à une nouvelle situation de l'Etat, où les classes doivent se répartir dans le pouvoir politique, par quoi l'idée d'une lutte de classe irréconciliable perd sa vérité historique. Le prolétariat, en utilisant ses droits démocratiques à occuper sans cesse plus de positions dans l'Etat, non pas seulement dans les parlements, mais encore dans l'administration et dans la justice, « pénètre » de plus en plus l'ancien Etat, qui a depuis longtemps cessé d'être un Etat de souveraineté et qui se mue maintenant en un « libre Etat populaire ». Avec les champs d'action ainsi nouvellement acquis au

prolétariat s'ouvrent pour lui, d'autre part, des tâches et des devoirs nouveaux, auxquels il ne peut, il est vrai, faire face que s'il se place résolument à ce point de vue nouveau, de considérer l'Etat, non plus comme un instrument de domination de classe, mais comme un organe collectif du peuple. Il s'ensuit alors nécessairement une position différente à l'égard du gouvernement : participation gouvernementale, dans le sens d'une collaboration à l'ensemble de l'Etat, c'est la voie nouvelle où doit marcher le prolétariat. Et pour cette fin, il lui faut aussi se convertir en esprit à une acceptation intime de cette « collaboration à l'ensemble », à la « coopération » avec les autres classes. Il faut qu'à l'idée directrice antérieure d'une lutte de classe irréconciliable, se substitue la volonté de communauté nationale et de coalition gouvernementale.

Cette théorie est née à l'heure où l'Etat capitaliste se reconstituait, au sortir des ravages de la guerre et de l'ébranlement de la Révolution. Elle sembla gagner un certain appui dans les faits, grâce à des circonstances momentanées de toute sorte : notamment, du point de vue politique, grâce au fait que les classes bourgeoises se montrèrent dans un premier temps disposées aux coalitions, aussi longtemps qu'elles tinrent encore pour nécessaire l'alliance avec la social-démocratie à titre d'assurance contre des excès extrémistes de droite et de gauche. Un autre fait s'y ajouta, du point de vue économique : la reconstruction de l'économie capitaliste et spécialement, la conjoncture favorable occasionnée, dans les commencements, par la rationalisation tumultueuse, parurent ouvrir une nouvelle ère du capitalisme, ère de solidarité d'intérêts économiques entre capital et travail. En particulier, l'exemple de l'Amérique à ce moment-là, ce « miracle économique » avec sa « *prosperity* » faisant le bonheur à la fois des patrons et des ouvriers, semblait être l'exemple frappant, fourni par l'expérience, de l'inauguration d'un « néo-capitalisme » sans lutte entre classes, offrant profit croissant et bien-être ouvrier simultanés, menant à l'ascension de la classe ouvrière *sans* le marxisme, que dis-je ? *contre* le marxisme.

IV

Ainsi chantait l'hymne sublime des expériences nouvelles « dont Marx et Engels n'avaient encore rien connu », et sur la base desquelles la doctrine marxiste de la nécessaire opposition des classes et de la lutte de classe irréconciliable du prolétariat jusqu'au renversement du capitalisme devait être proclamée réfutée. Mais aujourd'hui, il n'est même plus besoin de combattre dans le détail cette foule d'erreurs et d'illusions lancées par le socialisme de droite. Car, dans l'intervalle, l'histoire s'est elle-même chargée de débarrasser radicalement le terrain de ces pauvretés à courte vue.

Ces derniers temps, d'ailleurs, on n'a plus fait grand bruit de ces appels aux « faits nouveaux » du capitalisme organisé et de l'Etat démocratique libre. La crise économique mondiale qui commence en 1929 et qui continue de s'intensifier à perte de vue, précipitant l'Amérique, « paradis économique », elle-même, dans le gouffre du chômage massif, fait voir de plus en plus clairement que c'est précisément l'organisation du capitalisme moderne qui accentue de façon inouïe son caractère de monopole et cause la crise par laquelle l'économie est mise dans une situation dont elle ne peut plus se tirer par des moyens capitalistes. Et, en même temps, le fascisme gagnant partout, mais qui surtout monte par bonds à l'assaut de la République allemande, a révélé que la Démocratie formelle peut devenir même un moyen de fortifier légalement et d'instaurer finalement la dictature fasciste, si la classe ouvrière n'a pas en fait la puissance extra-parlementaire de sauver la teneur des droits démocratiques. Le révisionnisme, tout à sa joie des modifications nouvelles constatées par lui depuis Marx, n'a perdu de vue qu'un petit détail : c'est qu'il y a quelque chose tout de même qui ne s'est pas modifié : la propriété privée capitaliste des moyens de production. Et cet unique élément inchangé est justement ce qui constitue le fondement de la théorie marxiste en économie et en politique.

Attirer sans cesse l'attention sur ce point décisif et en tirer une vivante conscience de classe critique, cela a toujours été la tâche principale de ce travail d'éducation socialiste marxiste qui se présente sous la forme du socialisme de gauche.

Il a pour devoir, dans la situation actuelle du mouvement ouvrier, de tendre avant tout à combattre les illusions et, pour une grand part aussi, l'ignorance touchant la nature et le rôle de la démocratie tant économique que politique. Il n'y a pas, pour le prolétariat, de lutte de classe vraiment socialiste, s'il ne sait pas que toute la soi-disant démocratie économique, déjà si douteuse en elle-même, a forcément sa limite rapprochée et absolue dans le système capitaliste, c'est-à-dire en ceci que la production ne se fait pas encore dans l'intérêt général, mais dans l'intérêt du profit d'un petit nombre. Et de même, une constatation doit entrer dans le trésor général de la conscience de classe révolutionnaire : c'est que la démocratie politique est certes indispensable pour la lutte de classe, en sorte que le prolétariat doit la conquérir quand il ne l'a pas encore et la défendre à outrance quand elle est menacée, mais que la démocratie politique en elle-même n'est pas encore la voie qui mène au socialisme. Elle ne le devient que si elle n'est pas entendue, à tort, comme un instrument de paix, comme un moyen de concilier les partis et de rapprocher les classes, mais si elle est conçue et employée comme ce qu'elle a toujours été historiquement – un moyen de lutte pour réaliser les intérêts d'existence et de développement des classes

sociales infériorisées.

Ainsi seulement le prolétariat pourra se garder de l'aberration du réformisme, qui est d'identifier démocratie et parlementarisme. Il considérera au contraire comme la tâche principale de sa position de lutte démocratique de s'assurer un pouvoir en dehors du Parlement. Il n'y a pas de façon de concevoir la fonction de la démocratie dans une société à classes qui soit plus anti-historique et, d'autre part, plus inintelligente que la conception habituelle au réformisme : l'élargissement continu de la démocratie, servant à conquérir en fin de compte la transition au socialisme. Car là encore, pour les plus grands perfectionnements de la démocratie politique et de la république bourgeoise, il y a la même limite : la propriété individuelle des moyens de production, laquelle, par la différence entre les classes qu'elle établit, rend impossible toute démocratie réelle.

A cela se rattache enfin une dernière illusion du réformisme, aujourd'hui particulièrement pernicieuse : à savoir que démocratie politique et dictature soient des contraires. Le réformisme ne se rend pas compte, ou ne veut pas accorder, que la démocratie politique, jusqu'à présent, a précisément consisté à exercer par voie démocratique la dictature des classes possédantes, et que, si le fascisme a, de nos jours, tant de partisans, c'est que les classes anti-prolétariennes perdent l'assurance de continuer à maintenir leur dictature « démocratiquement ». C'est pourquoi, naturellement, le réformisme ne peut pas digérer la constatation fondamentale du marxisme : que le prolétariat a justement pour devoir de conquérir la démocratie politique d'abord pour lui, par la dictature du prolétariat. Celui qui, par victoire de la démocratie, entend un règne de fraternité humaine, de communauté nationale, de fin des classes, a raison, assurément, pour l'avenir. Mais pour le présent, autrement dit pour la période d'opposition entre les classes, il doit, s'il ne veut pas rester un pur rêveur, reconnaître que tout cela n'est possible que par la dictature du prolétariat, qui est la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière devenue majorité. Car elle seule a un intérêt vital à en finir avec le capitalisme et à instaurer la société sans classes.

V

On a vu clairement, d'après tout cela, ce qu'est la fonction propre de la « gauche » : éveiller dans le prolétariat la conscience révolutionnaire de classe là où elle n'existe pas encore, et la maintenir vivace, là où elle est en péril ; bref, travailler à cette réforme de la conscience que Marx a indiquée comme la tâche de sa vie et qui est restée le *leitmotiv* propre, ou mieux l'âme du marxisme. Arracher les travailleurs à la mentalité bourgeoise, là même où elle se drape

encore dans l'idéologie, révolutionnaire en apparence, des droits du peuple et de la communauté nationale, et rendre le prolétariat capable de parler, non plus la langue de la révolution bourgeoise, mais sa langue à lui, la langue de ses buts de classe : voilà ce qui est penser et agir en socialiste de gauche.

Et il en résulte, en fin de compte, que le « socialisme de gauche » ne fait qu'un avec le socialisme prolétarien lui-même, le socialisme révolutionnaire de classe sur base marxiste. Socialisme de gauche, il ne le devient que dans la lutte contre l'opportunisme, le petit-bourgeoisisme et les édulcorations de toute sorte qui recommencent toujours, du côté droit, à obscurcir la ligne lumineuse de la théorie et de la politique marxistes.

Vu sous ce jour, le reproche favori qu'on fait à la tendance de gauche, de compromettre l'unité du Parti, perd jusqu'à son sens historique. L'unité du mouvement ouvrier socialiste est, dès à présent, scindée par la division de l'Internationale, et s'il y a aujourd'hui, dans la social-démocratie, des masses de plus en plus grandes dégoûtées par l'absence d'idéal et de principes de la politique régnant dans le Parti, c'est entièrement grâce à la tendance de gauche qu'elles n'ont pas toutes quitté le Parti déjà depuis longtemps. Plus forte est la tendance de gauche à *l'intérieur* de la social-démocratie, plus elle maintient sous le drapeau du Parti les éléments révolutionnaires vivants et avant tout la jeunesse.

La social-démocratie allemande aura sûrement à se repentir d'avoir méconnu cette vérité. La besogne qui consiste à étendre et à renforcer la tendance de gauche, est, en réalité, la vraie forme, la forme la plus noble, du « patriotisme de Parti ». Toute autre forme place une unité du Parti purement formelle et vide au-dessus de sa véritable unité consciente. Et, en même temps, fortifier la tendance de gauche dans tous les Partis socialistes offre la meilleure, l'unique espérance de reconquérir l'unité de l'Internationale prolétarienne elle-même, par la renaissance de l'ancien esprit de lutte de la social-démocratie révolutionnaire internationale.

Max Adler, 1931.

Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg

Paroles commémoratives de Max Adler

Vienne 1919, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung Ig. Brand & Co⁵².

I

Le souvenir de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg nous trouve réunis, non seulement pour honorer le souvenir de deux personnes tombées en martyrs de l'idée socialiste, mais surtout pour nous éloigner de toutes les tristes divisions de la pensée socialiste et nous amener dans cette sphère, dans laquelle seule peut être puisée toute la force et l'unité du socialisme, celle qui était aussi à l'origine de l'activité des défunts : dans la sphère d'une conviction passionnée et d'une détermination intrépide pour lesquelles il fallut tout risquer. En effet, la mort terrible de ces deux brillants pionniers du socialisme ravive partout la conscience socialiste. Car ce n'est pas seulement l'effroi devant ce crime, pas seulement la douleur devant la perte de ces personnalités de caractère qui n'ont malheureusement pas beaucoup d'équivalents au sein du socialisme de nos jours, c'est surtout la pensée terrible que seule leur disparition nous a épargné le spectacle infiniment triste de les voir emmenés de force dans la salle du tribunal pour être accusés et condamnés – par des socialistes.

Maintenant, il est évident que Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont en grande partie responsables de cette situation. Mais ces torts feront sans doute, plus tard, l'objet d'une appréciation positive de l'Histoire, laquelle ne sera plus remise en cause par les passions et les préjugés d'adversités personnelles et ils seront ainsi en grande partie absous. Car ils sont en corrélation avec le grand mérite historique des deux défunts, de leur idéalisme et de la force de leur conviction du triomphe du socialisme. Leur faute était, avant tout, de minimiser les obstacles qui se dressaient devant eux, envers et contre la force entraînée de leurs convictions socialistes. Leur erreur était d'avoir eu une trop haute opinion de l'information révolutionnaire déjà véhiculée, ainsi que de la détermination des masses, ou plutôt d'avoir eu une trop grande confiance dans la puissance de la passion politique, pour susciter des énergies manquantes. Nous, les socialistes de gauche, ne pouvons pas approuver les voies qu'ils ont

⁵² Nous publions ici la première traduction en français de larges extraits de cette brochure. Écrit juste après l'assassinat de Liebknecht et Luxemburg, le texte d'Adler souffre sans doute d'un certain manque d'informations des derniers événements, et d'une adhésion au point de vue de la direction de l'USPD en Allemagne. Nous ne partageons pas la plupart de ses critiques adressées aux spartakistes [note de Critique Sociale, 2014].

empruntées au cours de la dernière période de leur vie. Oui, nous regrettons que tout ce bel enthousiasme et cette volonté incontrôlable de Liebknecht, toute cette compréhension marxiste ferme et critique de la part de Rosa Luxemburg, aient en fin de compte servi à amener ce mouvement dans une fatale auto-contradiction. [...] Il y avait néanmoins, du côté des défunts, le grand avantage que leurs travers n'étaient que les erreurs du révolutionnaire qui n'aperçoit pas, à sa juste valeur, la lente résistance des choses et des hommes, pendant qu'il se trouve face à un manquement moral : celui du socialisme majoritaire qui n'était pourtant jamais exposé aux erreurs de calcul révolutionnaire. Oui, on peut bien dire que c'était, au départ, l'état d'esprit lamentable dans lequel le socialisme majoritaire tenait les masses : ce manque d'exigences borné pour ce qui est des succès au présent, ce contentement sans idéaux du gain de pouvoir dans l'État, où pourtant rien n'avait été modifié au système de pouvoir de classe lui-même, toute cette météorologie de la *realpolitik* de retourner sa veste en permanence – bref, que c'était ce rabaissement de l'esprit du combat de classe révolutionnaire prolétarien vers les bas-fonds de la conception bourgeoise qui a, de par sa désolation, amené la résistance de l'opinion révolutionnaire jusqu'au désespoir. Ce n'est qu'ainsi que l'on comprend réellement la grandeur et les limites de ces deux morts soudaines.

Depuis le début de la guerre, le socialisme traverse une crise terrible ; car il est soudainement apparu que son corps puissant, qui semblait regorger de force et de joie de vivre, et dont l'action inspirait la peur au monde capitaliste, n'hébergeait pas un tel esprit, de sorte qu'il était malade et sans force. Cette guerre désastreuse a apporté au monde, non seulement une souffrance physique incommensurable, des blessures et des mises à mort de toutes sortes, mais surtout une blessure mentale, voire une mort qui était d'autant plus cruelle qu'elle touchait les esprits dans leur fierté la plus enthousiaste envers la force triomphante du socialisme. En face de la puissance du socialisme international, de cette fraternisation grandiose des prolétariats de tous les pays, de cet intérêt d'avenir et d'unité pour la nouvelle société socialiste qui laissait loin derrière lui les différences nationales de la vieille société, en face de tout ceci – c'était notre pensée d'avant-guerre – les vieilles puissances du capitalisme et du militarisme devaient s'effondrer. Et même si elles devaient à nouveau nous contraindre physiquement, elles ne pourraient pas nous briser mentalement. Le prolétariat mondial, même en guerre et au cas où il aurait encore été forcé à s'entredéchirer sur le champ de bataille, resterait tout de même intellectuellement libéré de cette contrainte. En tant que rebelle, fort et sûr de lui, qui sait qu'il n'appartient pas à ce monde bourgeois, que sa patrie n'est pas cet Etat de classe, et que ce système infâme de privilèges et d'exploitation utilisé par l'ordre régnant n'a rien

qui mérite d'être défendu – dans cet état d'esprit opposé au compromis, le prolétariat ne participerait à cette guerre que sous la contrainte, prêt à la première occasion à mettre fin au conflit par un soulèvement international et, sous les décombres du bastion capitaliste, à enterrer pour toujours la guerre à l'extérieur et l'exploitation à l'intérieur.

C'était l'image brillante à laquelle pensait et devait penser chaque socialiste. Mais que montra en fait la réalité ? Et que montre-t-elle encore ? Afin de pouvoir se rendre nettement et douloureusement compte du terrible décalage entre les faits et l'idéal, on ne doit pas uniquement songer au parti majoritaire allemand⁵³, mais aujourd'hui, où la misère engendrée par la guerre a remplacé l'euphorie de la victoire de l'une des parties, il faut avant tout penser à l'entente socialiste, qui n'a dans sa direction majoritaire nulle part trouvé la force de rompre avec la politique gouvernementale. En effet, après le début de la guerre, les partis socialistes, à l'exception de quelques minorités qui étaient de fervents adversaires de principe de l'Etat de classe, se sont partout transformés en défenseurs zélés de cet Etat. L'épouvantable aveuglement de l'Union sacrée commençait à troubler les cerveaux et à fausser les sentiments des masses. En favorisant leurs revendications pour une amélioration justifiée de leur situation matérielle, l'impérialisme a su mettre de son côté les prolétaires au moyen d'un esprit de calcul manipulateur, en leur promettant une amélioration économique après la victoire, ce qu'ils devaient naturellement souhaiter dans l'intérêt du socialisme. Et ainsi se produisit l'incroyable : pour la première fois le mouvement ouvrier, la classe ouvrière de chaque pays se voyait davantage liée aux classes dirigeantes capitalistes de leur pays qu'aux camarades de classe du pays « ennemi ». Le grand mot du *Manifeste communiste* : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », perdit tout son sens, ou plutôt il recevait un complément inattendu : « Unissez-vous avec vos dirigeants pour l'exploitation commune des autres, des ennemis ! » C'est ainsi que le socialisme se transforma en social-patriotisme et en social-impérialisme. Loin de considérer la guerre comme la conséquence et le point culminant de la contradiction dans laquelle le capitalisme avait plongé la vie sociale, désormais pour le socialisme majoritaire de tous les pays il n'y avait plus que l'exhortation à tenir jusqu'à l'issue victorieuse.

Ce ne fut pas le vote des crédits de guerre, au début du conflit, qui fut la véritable chute du socialisme. Car, dans la situation violente où se retrouvaient soudain et partout les peuples à cause de la gestion manipulatrice des gouvernements et de l'isolement total des pays étrangers, où ils se sont crus

⁵³ Le SPD.

victimes de l'agression de l'impérialisme ennemi, l'approbation pour la défense du pays fut presque une réaction physiologique. Par contre, que les leaders et les partis socialistes ne rompent pas avec la fascination de la guerre lorsque la première attaque par surprise était passée et que la critique avait à nouveau droit de cité, mais qu'au contraire ils s'y enfoncent de plus en plus, qu'ils considèrent toujours plus la cause des gouvernants comme la leur et qu'ils s'enthousiasment pour les offensives de la hiérarchie militaire – cela créa une lourde ambiance de désespoir dans laquelle aucune issue n'apparaissait. Où donc pouvait être trouvée une force suffisamment solide pour conjurer les pouvoirs de l'oppression et de l'impérialisme, si la seule puissance qui aurait pu être à leur hauteur, celle du prolétariat révolutionnaire international, avait failli lamentablement ? La soumission de la social-démocratie à la guerre formait, au contraire, un mur derrière lequel pouvaient se dévouer désormais sans limite toute l'arrogance et l'hostilité des souverains contre le peuple.

Comme un appel au réveil dans la nuit noire, qui fait s'éveiller d'un cauchemar atroce le dormeur au sommeil agité, comme un coup de feu en haute montagne qui rompt brusquement le silence d'un écho multiple et résonnant longtemps, c'est ainsi que retentit soudain la voix d'un homme qui au Reichstag allemand s'opposa aux crédits de guerre – s'exposant ainsi à la colère et aux imprécations des députés bourgeois, mais malheureusement aussi de certains qui se disaient ses camarades de Parti. Cet homme était le député Karl Liebknecht et cette action historique se passait le 2 décembre 1914. Dans sa déclaration justifiant sa prise de position, il cria haut et fort que cette guerre n'était pas une guerre du peuple mais une guerre impérialiste, qu'elle n'était pas une guerre de défense mais une guerre de conquête, pas un combat pour se libérer du tsarisme, comme le prétendait la presse allemande, et pas non plus un combat pour se libérer du militarisme comme le prétendait la presse occidentale officielle, mais un conflit pour l'hégémonie de bourgeoisies voraces. Dans cette guerre, ce n'est pas la victoire qui serait profitable au peuple, mais seulement une paix d'entente, sans victoire ni défaite, sans annexion ni indemnité. Depuis cette déclaration audacieuse, Liebknecht ne se lassait pas de combattre la politique guerrière, surtout dans les lettres parues sous le nom de « Spartakus », dans lesquelles il était en désaccord croissant avec le vieux parti social-démocrate. Ni les menaces et les insultes, ni les railleries et le mépris qu'on lui opposait amplement, ne pouvaient le faire dévier de sa voie. Et il savait pertinemment qu'il s'était lancé dans une entreprise dangereuse. Car malgré l'immunité que lui garantissait son mandat au Reichstag, il savait que la nature violente du militarisme prussien ne reculerait devant rien. Depuis son discours, il se doutait qu'il était devenu une cible et il allait en avoir la confirmation très rapidement.

Karl Liebknecht n'avait pas attendu la guerre pour prouver son courage et sa fidélité à ses idées. Depuis le début de son activité politique, il était un ardent adversaire de l'impérialisme et de son instrument le plus puissant : le militarisme. Il avait déjà été incarcéré à cause de ses convictions. En 1907, il avait été condamné à un an et demi d'emprisonnement pour avoir écrit un livre contre le militarisme. Après avoir purgé cette peine, il fut élu en 1912 au Reichstag. Il y saisit chaque occasion pour dénoncer le système régnant et pour démystifier la belle doctrine officielle. On se souvient encore de ses révélations dans lesquelles il mettait à nu le véritable caractère du capital de l'armement, surtout la firme Krupp. En effet, il avait publié des dossiers qui mettaient au jour les agissements de ces grands et riches industriels qui se vantaient en permanence de leur patriotisme, tout en entretenant des agents en France et en Russie pour attiser le danger de guerre afin d'augmenter les débouchés pour leur industrie. Inlassablement, il était présent dans les congrès du Parti et dans les discussions au Reichstag, dans la propagande pour le désarmement et contre le vote du budget militaire, dans la lutte contre la politique coloniale et l'impérialisme. En 1912, au congrès du Parti à Chemnitz, un grand débat avait déjà porté sur l'impérialisme avec tous les problèmes essentiels qui allaient diviser le parti. Liebknecht, dès lors, mit en exergue le point essentiel qui permettait, à lui seul, d'espérer de trouver la solution socialiste à ces problèmes, en insistant sur le fait que seul l'engagement du prolétariat dans une lutte de classe internationale pouvait vaincre le danger de guerre, et aussi empêcher le déchirement de l'Internationale. Il fallait, expliqua-t-il, considérer l'impérialisme comme une affaire capitaliste. La mission historique du prolétariat était alors, par sa politique de lutte de classe, d'augmenter à tel point le risque social, politique et économique de la concurrence impérialiste, que la négociation pacifique apparaisse aux classes dominantes comme la voie la plus appropriée. Malheureusement, Liebknecht constatait qu'à l'inverse les partis socialistes majoritaires tentaient de participer partout aux affaires des impérialistes, et qu'ainsi il était clair que la guerre ne représentait pour eux ni une barrière externe ni une inhibition interne. Il n'est pas étonnant que Liebknecht fût frappé d'une profonde amertume, qui devait s'accroître à mesure qu'il se voyait abandonné par son propre parti voire être le sujet de railleries. Cela est particulièrement visible par l'isolement dans lequel il s'était retrouvé après son vote du 2 décembre 1914 au Reichstag. Car cette action ne devait pas être la dernière. Il commença à harceler inlassablement le gouvernement et les partis de guerre avec une multitude de questions, d'interpellations et de protestations qui lui permettaient, presque seul, d'exprimer sa colère contre le Reichstag, qui, par un système de censure sans égal et un régime de violence, réprimait

l'indignation des opprimés. Au cours de ses interpellations, il posait encore et toujours la question de savoir si le gouvernement était prêt à des négociations de paix. Il exigea la publication de l'ensemble des documents diplomatiques du début de la guerre ; il demanda que soient déterminées les responsabilités et punis les fautifs. Une autre fois encore, il questionna le gouvernement sur ce qu'il pensait faire pour mettre en place la démocratisation de la Constitution ; s'il était prêt à présenter un projet par lequel la décision pour la guerre ou la paix pouvait revenir au peuple ? Ou encore, il demanda si le gouvernement pensait remédier à la grande misère du peuple par la confiscation des réserves, et ce qu'il entendait par « nouvelle orientation » de la politique intérieure ; combien de villes et de villages avaient été dévastés dans les territoires occupés, combien de civils avaient été tués, etc.

Toutes ces interpellations contribuèrent tout de même au réveil des masses, d'habitude condamnées à se taire. Et quand on s'étonne que Liebknecht ne se contenta que de placer des escarmouches à certains moments, et que l'on regrette un réquisitoire dans lequel il aurait réglé ses comptes avec le système criminel du despotisme guerrier, on découvre ici un chapitre honteux de l'histoire du Reichstag. En effet, il y siégeait un grand nombre d'hommes qui ne doutaient pas de leur honnêteté politique ni de leur libéralité citoyenne. Lors des grands débats, Liebknecht se voyait régulièrement couper la parole. Et même quand son nom figura en dernière position sur la liste des intervenants, le débat fut clos juste avant son intervention et personne, mis-à-part ses plus proches camarades aux mêmes convictions, ne voulait mettre fin à ce jeu honteux. Du fait de sa position radicale, de la droiture et de l'inflexibilité de ses opinions, Liebknecht était devenu la personne la plus haïe par tous les partis bourgeois ; même auprès de ses camarades de parti, ses actions ne lui avait pas apporté que de la sympathie. C'est ainsi qu'il se retrouva au Reichstag comme un homme seul. Ses paroles étaient soit conspuées, soit enterrées sous cette allégresse éhontée avec laquelle le sentiment de culpabilité essaie de se dissimuler. Et il n'y a pas de doute que cette monstrueuse façon de traiter un idéalisme sérieux, a dû conduire Liebknecht au constat d'une rupture totale avec ce monde, dont la chute lui sembla être le but de toute l'action révolutionnaire, presque davantage que l'essor du nouveau monde socialiste.

Il est également certain que les puissances de ce vieux monde n'attendaient qu'une occasion pour provoquer la chute de ce lutteur intrépide. Cette occasion allait se présenter le 1^{er} mai 1916. Lorsque Liebknecht organisa ce jour-là, dans les rues de Berlin, une manifestation contre la guerre et qu'il distribua des tracts sur lesquels figuraient les mots « À bas la guerre », il fut arrêté, à la grande

satisfaction des partis bourgeois du Reichstag, et condamné pour haute trahison à 4 ans de réclusion après une procédure militaire secrète. Il purgea 2 ans de sa peine avant d'être délivré de sa geôle par la Révolution. Il faut dire que le militarisme prussien ne plaisante pas quand il s'agit de son existence. Liebknecht devait être en tenue de prisonnier, il était soumis à la nourriture carcérale et devait exécuter des travaux de prisonnier – il apprit le métier de cordonnier. Mais bien que les tenants du pouvoir officiel aimaient se moquer de Liebknecht et le traiter de « pitre », ils savaient néanmoins que dans le pays et au front les masses étaient attachées à cet homme, qu'elles suivaient le cœur battant et avec une totale approbation les interpellations et protestations de Liebknecht. C'est avec une rancœur difficilement contenue que les masses voyaient le traitement indigne qui était infligé à cet ennemi infatigable de la politique guerrière. Et lorsque les portes de la geôle se refermèrent sur Liebknecht et que le silence devint de plus en plus pesant pour les masses populaires, le nom de Liebknecht devint le symbole de la révolte contre l'inhumanité de la guerre, et cela bien au-delà des frontières allemandes. Partout où le prolétariat avait conservé ses opinions révolutionnaires, il admirait non seulement cet homme, mais aussi Fritz Adler qui fit son apparition après l'emprisonnement de Liebknecht. Il les admirait comme étant les deux hommes qui avaient redonné au socialisme la foi en son idéal et en son énergie révolutionnaire.

II

Après sa libération, Liebknecht reçut le soutien le plus passionné en la personne de cette femme qui a subi la même mort atroce, Rosa Luxemburg. Et pourtant, elle montrait un caractère si différent que l'on aurait pu s'étonner, à première vue, de cette union dans la lutte. Si Liebknecht était avant tout une personne de cœur, un homme dont les positions découlaient de son idéalisme passionné, Luxemburg était d'abord une personne réfléchie, qui analysait et critiquait les choses avec une rare sagacité. C'est pour cela qu'elle fit partie des plus fins connaisseurs du marxisme. Ses nombreuses thèses sur les divers problèmes du marxisme, publiées pendant des années dans la *Neue Zeit*, jusqu'à son dernier grand livre *L'Accumulation du capital*, ses écrits sur la grève de masse et *Réforme sociale ou révolution ?* font partie des meilleures publications de la littérature marxiste. C'est à juste titre qu'elle fût appelée à travailler comme enseignante à l'école centrale du parti social-démocrate à Berlin, où elle exerça pendant des années. Mais bien qu'elle se fût différenciée, de par la perception intellectuelle qui régissait tout son être, de la façon de voir de Liebknecht, cet intérêt théorique créa un lien suscitant une telle énergie révolutionnaire ardente

qu'il ne céda en rien à l'enthousiasme idéaliste de Liebknecht.

Oui, on peut dire que la volonté révolutionnaire était, chez cette femme hors du commun, le stimulant pour sa compréhension aiguë et toujours juste du marxisme, ce qui apparut dans sa position concernant la politique de la Pologne. Dans *Le Développement industriel de la Pologne*, sa première publication célèbre, elle s'opposa – bien qu'étant elle-même polonaise – au nationalisme polonais, et prédit, en appliquant brillamment la conception matérialiste de l'histoire, que le développement économique de la Pologne mènerait la bourgeoisie polonaise à chercher un rapprochement avec la Russie, une évolution qui se réalisa effectivement et qui ne fût interrompue que par la guerre. Ainsi, ce fut en premier lieu son souhait de voir le mouvement ouvrier russe renforcé par le mouvement polonais dans le but d'intensifier la lutte contre le tsarisme, qui lui a permis de mieux comprendre les tendances de l'évolution. Une énergie révolutionnaire indomptable animait cette petite femme chétive qui ne cessait, malgré ses nombreux détracteurs et ennemis, de tenir sous le charme de son tempérament de feu les auditeurs des congrès du Parti et d'arracher même aux récalcitrants des applaudissements nourris. En même temps, ce qui était caractéristique chez elle c'est que jamais l'intelligence ne perdait le contrôle de son tempérament, de sorte qu'au feu de la révolution qui s'exprimait toujours par elle se mêlait la froide réflexion. Aussi ce feu n'était-il pas destructeur, il éclairait et réchauffait. Comment se fait-il qu'en fin de compte, dans la dernière partie de sa vie, cette femme si intelligente fit, avec Liebknecht, cette politique de Spartakus qui a été interprétée comme le cri de désespoir d'une passion politique devenue désespérée, mais non comme une politique résolue se basant sur un enseignement marxiste ?

Tout d'abord, il ne faut pas perdre de vue que Rosa Luxemburg, elle aussi, fut réprimée pour ses convictions. Au début de la guerre, elle était en prison pour purger une peine. Elle en profita pour publier, sous le nom de Junius, un excellent écrit sur *La Crise de la social-démocratie*, dans lequel elle fustigeait le ralliement du Parti à l'Union sacrée, et où elle démontrait sans ménagement la profonde décadence de ses principes. C'est à ce moment qu'elle commença, dans la revue *Die Internationale*, la tâche courageuse de rassembler toutes les forces du Parti restées révolutionnaires. Cette publication fut interdite dès sa parution. Rosa Luxemburg fut mise en détention préventive, où elle resta jusqu'à la Révolution. Cette détention, pendant de longues années, eut certainement des effets néfastes sur le système nerveux de cette femme fragile, de sorte que, lorsqu'elle recouvrit la liberté au milieu de la Révolution, l'épreuve passée l'avait facilement amenée à surestimer les possibilités révolutionnaires. Mais peut-être qu'ici aussi, ce lien étrange entre la volonté révolutionnaire et

l'intellect de cette femme hors du commun fut prédominant. Pour étayer cette thèse, nous avons trouvé un indice significatif dans sa brillante publication *Réforme sociale ou révolution*, qu'elle rédigea à l'occasion de la « crise Bernstein »⁵⁴ en 1899, et qu'elle réédita en 1908.

Dans cet écrit, qui est très intéressant pour nos « communistes » contemporains, elle récuse l'opinion révisionniste selon laquelle on pouvait, au moyen de la réforme sociale, démanteler la société capitaliste en plusieurs étapes et ainsi arriver petit à petit au socialisme. Ceci est impossible, déjà parce que les fondements du pouvoir de classe en place, tels que la plus-value, l'exploitation, l'absence de liberté économique des non-possédants, ne peuvent pas être modifiés par des lois. Le seul moyen est la conquête du pouvoir politique afin d'abolir l'économie capitaliste elle-même. Rosa Luxemburg se rendit compte que le seul moyen pour y parvenir était la démocratie. Car la prise du pouvoir politique par une classe entière n'est pas réalisable artificiellement. Elle ne peut être que le résultat d'un certain degré de maturité des rapports économico-politiques, et c'est là que se différencie le socialisme moderne du putschisme blanquiste qui croit aux coups d'Etat d'une « minorité déterminée ». La prise du pouvoir politique ne peut se réaliser que par le concours d'une grande masse populaire étant instruite politiquement, devenue consciente de sa classe et qui s'organise pour la lutte démocratique. Et c'est pourquoi – c'est la pensée décisive qui nous renseigne peut-être au sujet de la dernière prise de position de Rosa Luxemburg – la peur de tant de socialistes, que le prolétariat puisse arriver au pouvoir trop tôt, est infondée. En considérant les conditions sociétales, le prolétariat ne peut pas arriver trop tôt au pouvoir, puisque cela n'est possible que si les circonstances ont atteint leur maturité. Par contre, du point de vue de l'effet politique, c'est-à-dire au sujet de la question de la conservation certaine du pouvoir conquis, cette conquête doit nécessairement se faire trop tôt. Car, premièrement, un bouleversement aussi massif que la transformation de la société de l'ordre capitaliste vers l'ordre socialiste, n'est absolument pas réalisable d'un coup ; le prolétariat y sera refoulé plus d'une fois. Deuxièmement, la prise anticipée du pouvoir de l'Etat ne peut pas être évitée dans la mesure où les attaques anticipées du prolétariat sont à elles seules des facteurs très importants qui réalisent les conditions politiques de la victoire finale. Comme le prolétariat n'est donc pas en mesure de conquérir le pouvoir de l'Etat autrement que « trop tôt », l'opposition contre la prise de pouvoir anticipée n'est autre que l'opposition contre l'ambition du prolétariat de s'emparer du pouvoir de l'Etat.

⁵⁴ Adler désigne par cette expression le débat suscité au sein du socialisme par les thèses « révisionnistes » (réformistes) d'Eduard Bernstein.

Cette pensée se trouve au centre de toute la détermination révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'interprétée constamment par Rosa Luxemburg. Ici se vérifie l'héroïsme de la lutte de classe prolétarienne qui, par moments, prend sciemment sur elle les sacrifices de l'échec pour peu que cela permette au mouvement d'atteindre ses véritables objectifs. Animée par cette conviction, Rosa Luxemburg, tout en connaissant le risque qu'elle avait d'échouer, se jeta dans le mouvement Spartakus qu'elle pensait être le moyen adapté pour tenter de briser la pensée et la volonté antirévolutionnaire du parti social-démocrate majoritaire d'Allemagne. [...]

Le 30 décembre 1918, lors du congrès du parti spartakiste, Liebknecht et Luxemburg s'étaient tous deux exprimés pour une participation aux élections à l'Assemblée nationale. Luxemburg se montrait, une fois de plus, sous le jour d'une critiqueuse véhémement, déterminée et imperturbable qui considérait la volonté révolutionnaire comme étant subordonnée à l'intelligence. Elle lança aux adversaires d'une participation aux élections qu'elle appréciait leur élan, mais elle considérait l'assemblée avec tristesse. Elle regrettait le manque de sérieux et constatait une paresse de l'esprit. La réflexion et le sérieux devaient être associés à l'élan révolutionnaire. Elle observait un manque de maturité politique du peuple en Allemagne. [...] Elle souhaitait un radicalisme plus profond, plus raffiné. Par une non-participation à la campagne électorale, nous excluons une grande masse de prolétaires de notre agitation. Et à l'encontre de cette division naissante au sein du congrès du Parti, elle ajouta que ce n'était pas de l'opportunisme. Elle était une adversaire de l'Assemblée nationale ; la question se posait seulement de savoir avec quelle méthode la combattre. Ces mots d'avertissement, émis par une telle personne, auraient dû être un testament spirituel pour ses partisans inconditionnels. Ils comportent, en tout cas, la meilleure et la plus déterminée des critiques concernant les événements suivants, ceux dont Liebknecht et Luxemburg furent les victimes. [...]

Nous nous retrouvons devant leurs dépouilles, avec le sentiment d'une grande perte pour le socialisme. Un courant de lumière et une forte flamme se sont éteints, une fournaise de sentiment révolutionnaire s'est refroidie, des voix exhortant la conscience socialiste se sont tues. [...] Liebknecht et Luxemburg étaient pleins de bonne volonté pour la grande cause de la libération du prolétariat, pleins de la volonté sacrée du triomphe sur le mal. C'est pour cela que la reconnaissance et l'admiration du prolétariat prendront toujours le pas sur la critique de leur œuvre. Aujourd'hui, des millions de cœurs et de têtes d'ouvriers se sentent davantage liés à eux, dans l'esprit du socialisme, qu'avec Ebert et Scheidemann. Et le raz-de-marée victorieux du socialisme majoritaire

ne doit pas nous faire croire le contraire. Car le résultat électoral, bien que reflétant une opposition contre Spartakus et ses méthodes, n'est pas pour autant un vote pour Ebert et Scheidemann. L'exercice de la dictature du prolétariat – cela doit être dit une fois pour toutes – ne peut pas constituer un sujet de division pour de vrais sociaux-démocrates, bien que les aspects extérieurs de la dissension du parti laissent apparaître le contraire. Nous aussi, nous souhaitons cette dictature plutôt aujourd'hui que demain, et personne ne pourra nous empêcher d'abolir la domination de classe. Le seul objet de querelle est de savoir si cette dictature peut être autre chose que le résultat du pouvoir du prolétariat devenu prépondérant économiquement et socialement, et surtout le résultat de la maturité révolutionnaire de la classe ouvrière, ou si elle doit être imposée, par le biais d'une soi-disant « initiative minoritaire », à la majorité récalcitrante de la classe ouvrière encore immature en la matière. Et lorsque l'erreur tragique de cette tactique terroriste d'une partie du prolétariat, qui s'appelle faussement dictature du prolétariat, sera enfin balayée du débat socialiste, ce qui est dans la logique des choses, alors le souvenir des deux martyrs comme pionniers inébranlables contre le social-patriotisme et l'opportunisme, contre la castration de la révolution et l'affadissement du socialisme par les hommes de Scheidemann, en sortira grandement renforcé et ils seront de nouveau vivants dans la puissance du prolétariat alors pleinement déployée, mais désormais unifiée.

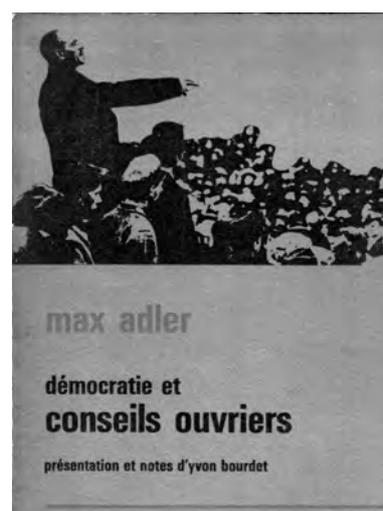
Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, vous avez quitté la classe ouvrière dans une terrible discorde – mais le prolétariat, par-delà cette division, vous reste fidèle comme la fidélité que vous avez constamment témoignée au socialisme. Que vous ayez été assassinés, que toute la lâche bassesse et l'esprit de vindicte d'un système mourant vous ait abattus, de la même manière qu'il voudrait abattre le socialisme, cela a suscité un regain de sentiment d'identification avec vous dans des millions de cœurs d'ouvriers. Le cours de votre vie a été cassé net [...] mais les grandes et pures idées qui vous animaient apparaissent au grand jour. Ces idées s'ancreront de plus en plus dans l'âme du prolétariat. Elles éclaireront son regard, durciront son énergie, attiseront son sentiment de sacrifice : et cela sera votre plus belle expiation et la plus profonde des revanches.

Max Adler, 1919.

Sommaire de la brochure :

- *Max Adler (1873-1937), itinéraire d'un marxiste autrichien* (Critique Sociale, 2014) : p. 1.
- *Le Socialisme de gauche* (Max Adler, 1931) : p. 14.
- *Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg* (Max Adler, 1919) : p. 23.

« *Le socialisme veut que d'un peuple de sujets et d'opprimés surgisse une communauté d'hommes libres qui deviendront enfin tous les maîtres de leur destin.* »
(Max Adler, 1919)



Critique Sociale
Paris
2014

*« Les générations futures trouveront tout naturel
que le minimum vital soit garanti à tout être vivant,
de la même façon que l'air est à la disposition des poumons,
et elles auront de la peine à se représenter un ordre de choses
où une grande partie de l'humanité n'a pas à priori droit à la vie,
mais doit d'abord la "gagner", la mériter. »
(Max Adler, 1926)*



Critique Sociale

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société mondiale, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Internationalistes, nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

Imprimé à Paris, avril 2014

www.critique-sociale.info

contact@critique-sociale.info

*Démocratie - Liberté - Égalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlőség - Osszetartás*